HAL open science

Chapitre 5 - Trajectoires de diversification des activités socio-économiques

Guillaume Lacquement

To cite this version:

Guillaume Lacquement. Chapitre 5 - Trajectoires de diversification des activités socio-économiques. Marie-Claude Maurel; Guillaume Lacquement. Agriculture et ruralité en Europe centrale, aux lieux d'être, p. 101-113, 2007. hal-02455412

HAL Id: hal-02455412

https://univ-perp.hal.science/hal-02455412

Submitted on 26 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 5 - Guillaume Lacquement

Trajectoires de diversification des activités socio-économiques

Les évolutions sociales et démographiques des campagnes centre-européennes sont en grande partie le reflet de la situation de crise économique provoquée par le changement de système au début des années 1990. Au lendemain de la destitution des régimes communistes, les gouvernements portés au pouvoir par les premières élections libres ont opéré des choix économiques radicaux et ont engagé une politique de transition vers l'économie de marché, qui n'a pas été, sur le principe, remise en cause par l'alternance électorale et le retour ponctuel des néo-communistes aux affaires. Le discrédit du régime socialiste et les bouleversements géopolitiques internationaux ont engagé un processus dont aucun responsable politique en fonction n'envisage la réversibilité, tandis que le projet d'adhésion à l'Union européenne a ouvert des perspectives d'amélioration de la situation économique qu'aucun gouvernement ne souhaite hypothéquer. Néanmoins, les changements conjoncturels et structurels radicaux, introduits par les options économiques de la « thérapie de choc » et plus globalement par les politiques de privatisation, ont confronté les espaces ruraux à une situation de crise grave. La dénatalité, mais plus encore la croissance de la mobilité des populations rurales expriment l'ampleur de la déprise des activités économiques. Cette émigration est d'autant plus spectaculaire qu'elle affecte des régions rurales où les densités avaient été maintenues par les formes de l'organisation du travail agricole dans les structures d'exploitation collectives, ainsi que par certains choix d'implantation industrielle du régime socialiste. Le départ des forces vives accuse même les phénomènes de déprise, sans contribuer à l'abaissement des taux de chômage.

En 15 ans cependant, la nouvelle logique économique a contraint les économies et les sociétés locales à des adaptations structurelles qui, à l'échelle régionale, ont dessiné des trajectoires différenciées. En 1990, la situation de départ est *a priori* homogène : l'économie rurale dépend presque exclusivement de l'activité de production agricole conduite dans le cadre de structures d'exploitation de grande taille, qui monopolisent en outre les tâches de gestion locale et surtout concentrent ou contrôlent les services rendus aux populations (cantines, garderies, magasins d'alimentation, ateliers de réparation de matériel, etc.). Les combinats industriels puisent dans le réservoir de main d'œuvre rurale et ajustent par la pratique du double-emploi, la distribution du travail dans les régions où la collectivisation a été partielle ou abandonnée et où les structures d'exploitation agricole sont restées en partie familiales. Depuis 1990, les modalités de la transformation post-socialiste semblent conduire à la formation d'une véritable mosaïque territoriale. Le changement de système pèse nécessairement sur les formes d'adaptation des économies rurales, mais sans les déterminer *a priori* ou en fonction d'un processus univoque. Beaucoup plus rapidement que ne laissait supposer au départ l'inertie du système socialiste, la transformation structurelle a retourné les logiques de gestion des espaces ruraux, mais en accentuant les disparités territoriales à l'échelle régionale comme à l'échelle locale, et en différenciant les trajectoires d'adaptation socio-économique.

Ces dernières dépendent ainsi d'un faisceau d'au moins trois facteurs qui conjuguent leurs effets sur le processus de restructuration territoriale maintenant en cours depuis un peu plus de 15 ans. Le premier renvoie aux modèles de référence, c'est-à-dire aux politiques d'aménagement du territoire et aux programmes de développement local qui, dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne et de la diffusion des politiques communautaires, ont engagé un mouvement réel de convergence des objectifs de l'action publique et des dispositifs mis en œuvre. Le niveau d'intervention des acteurs socio-économiques joue en second lieu un rôle déterminant sur les trajectoires locales, car il met à l'épreuve les choix politiques effectués pour la redistribution des prérogatives et des compétences de gestion dans les espaces ruraux. Enfin, on ne peut comprendre la nature des changements en cours sans prendre en compte les effets du contexte local. Les modèles de référence incitent à la diversification des activités économiques comme voie de sortie de la crise. Mais ils confrontent les territoires locaux à un changement profond de leurs fonctions spatiales, qui suppose la mobilisation d'un groupe d'acteurs dans l'identification et la valorisation économique de ressources nouvelles. La structuration – ou devrait-on dire la déstructuration ? – des sociétés locales ne facilite pas partout l'éclosion de ces initiatives endogènes suscitées par l'intervention exogène de l'action publique, sans compter que certaines *aménités* rurales ont une faible attractivité et restent difficiles à valoriser.

1 - L'adaptation par la diversification

L'alternative du développement rural

Toutes les politiques actuelles d'aménagement rural dans les pays centre-européens proposent désormais sans exception, comme hypothèse et comme itinéraire de sortie de crise pour les espaces ruraux, la diversification de leurs activités économiques. Mais cette prise en compte du rural dans les politiques nationales d'aménagement du territoire ne s'est pas imposée comme une évidence immédiate aux yeux des gouvernements issus de la transition démocratique, et a connu un sort encore plus aléatoire auprès des responsables politiques régionaux et locaux. Les enjeux du développement local n'ont pas été perçus dans toutes leurs dimensions socio-économiques et socio-démographiques, si bien que la formulation de politiques territoriales en faveur des espaces ruraux et la mise en place de dispositifs opérationnels d'intervention se sont effectués par à-coups et surtout avec des décalages dans le temps selon les pays considérés.

Dans l'ex-RDA, la décision politique a en quelque sorte été confisquée par la chancellerie ouest-allemande, devenue le gouvernement de toute l'Allemagne. Les législations adoptées par les derniers gouvernements est-allemands, concernant par exemple la création de parcs naturels, ont été amendées ou abrogées de fait et de droit, par la réunification et l'extension dans les nouveaux Länder, de la Loi Fondamentale – la Constitution de la République Fédérale. Il n'y pas à proprement parler dans ce cas de « politique rurale post-socialiste ». Au contraire, les territoires ruraux de l'Allemagne orientale ont bénéficié dès 1990 des instruments fédéraux de la politique d'aménagement du territoire, ainsi que des programmes de la politique régionale de l'Union européenne, dite aussi politique des fonds structurels. Les gouvernements régionaux ont été chargés de créer les conditions de la mise en œuvre des différents dispositifs d'intervention, en mettant en place des services spécialisés (remembrement, rénovation du bâti villageois, parcs naturels, zones protégées, programmes européens LEADER) et en formant du personnel administratif au niveau local. Dans les autres pays d'Europe centrale, la formulation d'une politique d'aménagement rural a été objectivement plus tardive, ou plus précisément elle a d'abord été une politique agricole qui s'est concentrée sur les questions de restitution de la propriété foncière et sur celles de la privatisation des structures d'exploitation. On peut voir dans ce décalage, de la part des coalitions politiques les plus libérales parvenues au pouvoir au début des années 1990, sans doute un excès de confiance dans les effets de la « thérapie de choc » et dans ceux du nouveau système de régulation économique, sur l'adaptation du secteur agricole et le transfert de la population active vers les autres secteurs de l'économie, qui devaient être stimulés par l'augmentation de la demande intérieure et l'ouverture commerciale. Mais, il est nécessaire de rappeler et de souligner l'acuité de la question foncière au moment où les gouvernements doivent décider du mode de privatisation des structures d'exploitation agricole. La complexité des dispositifs de restitution et de redistribution de la propriété de la terre dans certains pays, comme dans l'ex-Tchécoslovaquie ou en Hongrie, a accaparé la décision et l'action politiques[1]. Par ailleurs, la pression des partis agrariens, représentés dans les parlements, et parfois membres des coalitions au pouvoir, a focalisé le débat politique sur les questions foncières, aux dépens d'une vision politique à moyen et à long terme sur le développement local et la diversification des activités rurales, au détriment aussi d'un véritable travail de prospective sur le devenir des régions rurales. Enfin, les incertitudes politiques pesant encore à cette période sur le processus de réforme lui-même, comme en Lituanie où en 1992 le retour au pouvoir du leader communiste Algirdas Brazauskas en ralentit le rythme[2], ont repoussé la prise en compte des espaces ruraux dans les politiques d'aménagement du territoire, en dehors du strict secteur agricole.

Une réflexion prospective s'amorce néanmoins à la même période au sein des pays du groupe de Visegrad et débouche sur une formulation politique au moins explicite, même si elle n'est pas suivie

1. Marie-Claude Maurel, *La Transition post-collectiviste, mutations agraires en Europe centrale*, L'Harmattan, Paris, 1994, 366 p.
2. Jurgita Maciulyte, « L'Agriculture en Lituanie. Dix ans de transition », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1025, 2002, p. 52-60.

d'effets immédiats en termes de programmes d'intervention et de dotations budgétaires. Ainsi, en Pologne, les principes du développement durable sont inscrits dans la nouvelle Constitution adoptée en 1997[3]. Mais, l'impulsion décisive est venue de la perspective d'adhésion à l'Union européenne, d'autant que les réformes en cours de la politique agricole commune et la tendance à la baisse des prix agricoles garantis incitaient à une réflexion globale sur le devenir du monde rural. Les pays candidats d'Europe centrale ont alors bénéficié de la distribution des fonds de pré-adhésion du programme SAPARD, le programme de soutien à l'agriculture et au développement rural, financé par l'Union européenne pour la période 2000-2006. Pour un volume annuel de 520 millions d'Euros, ces aides ciblaient 15 domaines d'intervention, parmi lesquels la modernisation des exploitations agricoles et le renforcement des filières agroalimentaires occupaient une large place. On peut cependant considérer que le tiers des fonds environ étaient destinés à des mesures d'aménagement rural, comme l'amélioration des infrastructures (21 %), la diversification des activités économiques (11 %), ou la protection et la conservation du patrimoine (2 %), même si tous les pays n'ont pas systématiquement souscrit à cette dernière mesure[4]. L'élargissement de 2004 et la mise en œuvre de la politique régionale de l'Union européenne renforcent le processus de convergence et achèvent la définition à l'échelle nationale des politiques rurales. Au début des années 2000, la République tchèque s'est dotée d'un *Plan de rénovation rurale*, comme la Lituanie a formulé une *Stratégie de développement agricole et rural*. L'allocation des fonds structurels (régions rurales concernées par les objectifs n° 1 et n° 2) et les subventions des programmes d'initiative communautaire, comme les programmes LEADER, engagent alors dans les campagnes post-socialistes d'Europe centrale, une politique rurale qui est celle que les pays d'Europe occidentale ont établie et éprouvée dans le courant des années 1980 et 1990. Au nom de l'acquis communautaire, c'est un transfert de modèle d'aménagement du territoire qui s'opère par le biais de l'incitation à la convergence des politiques rurales, et qui programme l'intégration des territoires ruraux centre-européens.

La question du changement fonctionnel

Cette intégration territoriale s'effectue en premier lieu par la formation de bassins et de filières spécialisés de production agricole. Mais, elle implique dans le même temps la diversification des activités rurales, car l'adaptation du secteur agricole aux critères de performance et de rentabilité du système économique mondialisé, a engagé un processus rapide de « désagrarisation » des économies et des sociétés rurales. La contribution de l'agriculture à la richesse nationale et la part des actifs agricoles se réduisent au rythme de la mutation du système productif et de la tertiarisation globale des économies nationales. L'adaptation des espaces ruraux à la transformation systémique est donc conçue par des politiques publiques qui suscitent le développement d'activités non agricoles et affectent aux espaces ruraux de nouvelles fonctions socio-économiques[5]. La prospective territoriale pense désormais la campagne aussi comme lieu de résidence périurbaine sur des aires concentriques de plus en plus étendues autour des villes, ponctuellement comme conservatoire des milieux naturels et des paysages agraires, et, plus globalement, comme espace de récréation et de loisirs pour les populations urbaines. La planification régionale s'investit dans le développement rural intégré, en multipliant les dispositifs de soutien aux initiatives endogènes en faveur de l'identification et de la valorisation économique de nouvelles ressources rurales. La recherche de nouveaux potentiels de développement conduit les acteurs locaux à redécouvrir les attributs physiques des lieux, ainsi que les vertus des héritages culturels et historiques. Cette course, parfois éperdue, à la valorisation des *aménités* rurales multiplie les itinéraires de randonnée et les routes touristiques, pointe la rareté des milieux naturels et l'esthétique des formes du relief, exhume des vestiges archéologiques autrefois méprisés, retrouve des sources oubliées, redécouvre les formes traditionnelles sur le palimpseste des paysages agraires, et ranime les bestiaires fabuleux des légendes locales. Les politiques publiques se conjuguent aux

3. Jerzy Banski, Wladyslawa Stola, « Transformation of the Spatial and Functional Structure of Rural Areas in Poland », in *Studia Obszarow Wiejskich*, vol. 3: *Changes in the European Rural Space: Process and Prospects*, IgiPZ, PTG/PAN, Varsovie, 13 p.

4. Site internet en consultation http://www.rpfrance.org/CEC/fiches/Sapard.htm

5. Guillaume Lacquement, « Les Changements fonctionnels dans les territoires ruraux des nouveaux Länder allemands », in *BAGF, Bulletin de l'Association des géographes français*, n° 2, 2005, p. 155-167.

initiatives endogènes pour inventer un patrimoine rural à la campagne post-socialiste, en le recomposant de ses milieux naturels, de ses paysages agraires, de son bâti historique et villageois, ainsi que de ses savoir-faire régionaux et de ses cultures locales. L'intention et la démarche consistent donc à renouveler et à accroître l'attractivité des régions rurales, en favorisant l'installation de nouveaux résidents à la périphérie des villes, en captant les flux de la fréquentation touristique, et en suscitant l'investissement des entrepreneurs et la création de nouvelles opportunités d'emploi. Mais d'un pays à l'autre, la réflexion en la matière est très diversement avancée et les dispositifs d'intervention sont plus ou moins opérationnels.

Dans le contexte global de la transformation systémique, la localisation des activités non agricoles dépend en outre d'une logique économique qui place les espaces ruraux dans une situation de double concurrence : par rapport aux régions urbaines et métropolitaines tout d'abord qui bénéficient de la concentration des flux migratoires et surtout de celle des investissements ; entre régions rurales ensuite, car la distribution des « aménités » ou des ressources potentiellement valorisables et donc référées au modèle de développement, est inégale dans l'espace. La monotonie des openfields céréaliers des *Börde* allemandes et de la plaine hongroise de l'Alföld n'a pas la même force d'attraction sur les clientèles touristiques que les paysages pittoresques de la moyenne montagne (Šumava tchèque ou Beskides polonaises), des vallées et coteaux viticoles (vallée de l'Elbe en Saxe) ou des régions littorales et insulaires de la Baltique. L'intégration socio-économique des espaces ruraux par la diversification des activités introduit en conséquence de nouvelles disparités territoriales. Ces dernières tiennent certes aux inégalités des attributs physiques de l'espace comme de celles de la différenciation paysagère. Mais elles relèvent également des formes de l'organisation politico-administrative et du degré d'implication des sociétés locales. La diffusion de l'innovation reste en effet tributaire du mode de distribution des prérogatives en matière d'aménagement rural aux différentes échelles d'intervention, et dépend donc des pratiques de l'autonomie locale qui, elles-mêmes, jouent un rôle décisif sur la mobilisation des acteurs locaux dans la conception et la mise en œuvre de projets de développement. La géographie du développement local se dessine alors selon les capacités des sociétés locales à identifier et à valoriser de nouvelles ressources économiques. Nombreuses sont les communes qui restent à l'écart des nouvelles dynamiques de développement et d'innovation. Cette marginalisation n'est pas uniquement imputable à l'inachèvement des réformes territoriales ou aux limites des transferts de compétences. Elle est également due, dans des sociétés rurales déstructurées par la crise, à l'absence de leaders locaux et au manque de formation ou de compétence des élus, ce qui exclut de fait les initiatives endogènes et brouille toute vision prospective à moyen et à long terme. Enfin, les politiques de diversification s'appuient sur des investissements privés, alors que les ménages ruraux manquent dans la plupart des cas de capital de départ ou rencontrent des difficultés d'accès au crédit[6]. Les aides publiques et la distribution des fonds structurels de l'Union européenne contribuent au soutien et à l'encadrement de l'investissement, mais ne compensent pas la faiblesse générale des revenus qui ne stimule guère la consommation de biens et de services.

Diversification ou re-diversification ?

Ces blocages socio-économiques et ces inerties politiques sont en partie le fait de la crise déclenchée par le changement de système, mais elles interrogent par ailleurs les héritages de la période collectiviste et pré-collectiviste. Le projet politique de diversification des activités rurales balise la voie de sortie de crise, en privilégiant la recherche de nouvelles ressources économiques et en orientant la valorisation de nouveaux potentiels de développement. Mais s'agit-il d'une « diversification » ou d'une « re-diversification » des activités rurales ? Jusqu'au milieu du XXe siècle en effet, les campagnes centre-européennes étaient aussi peuplées d'artisans et de commerçants qui encadraient l'activité agricole et animaient l'économie villageoise. En outre, les richesses du sous-sol des régions hercyniennes ont développé de manière précoce et à la faveur de la colonisation germanique médiévale, une activité proto-industrielle qui a peuplé de nombreux villages de familles

6. Marie-Claude Maurel, « Temps de recomposition des territoires ruraux en Europe centrale, retour sur une expérience de terrain », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 36 n° 2, 2005, p. 5-38.

d'ouvriers-paysans. Par ailleurs, les politiques contemporaines de diversification semblent supposer *a priori* ou à dessein que les espaces ruraux socialistes étaient structurés par la mono-activité agricole. Il est vrai que la planification socialiste a concentré les investissements ruraux sur la transformation des structures d'exploitation agricole en leur assignant des objectifs quantitatifs de production de biens alimentaires. Mais, les activités commerciales et artisanales (magasins d'alimentation), les ateliers de petite industrie et de sous-traitance industrielle (ateliers de réparation) et les services socio-culturels (crèches et foyers ruraux) mobilisaient une partie non négligeable de la main d'œuvre. Ces activités étaient complètement ou partiellement intégrées à l'exploitation agricole collective. De même, les campagnes sont restées un lieu de villégiature, pour les privilégiés de la nomenklatura, comme pour les travailleurs socialistes. Rares étaient les propriétaires de véritables résidences secondaires, mais nombreux étaient les citadins à posséder un jardin à la campagne, tandis que les pratiques touristiques ont favorisé la création d'un certain nombre d'hébergements collectifs et ont entretenu la fréquentation des sentiers de randonnée dans les régions de montagnes et de lacs. Enfin, la spécialisation agricole de l'économie rurale n'a pas fait disparaître la double-activité dans les campagnes socialistes. Dans certaines régions, les exploitations agricoles individuelles se sont maintenues grâce au transfert d'une partie de la main d'œuvre familiale dans le secteur secondaire à la faveur de l'implantation d'un combinat ou d'un complexe industriel. On pourrait même considérer que la collectivisation a transformé les formes de la double-activité à la campagne, dans la mesure où le système tolérait ou encourageait, selon les circonstances, la pratique du lopin individuel en complément de l'emploi principal sur l'exploitation agricole, tant la nature des deux activités pouvait être différente, le travail spécialisé et posté de la coopérative s'opposant à la polyvalence nécessaire de l'économie domestique. Les campagnes socialistes disposaient donc d'un potentiel de pluriactivité sur lequel sont venues se greffer les trajectoires de diversification introduites par le changement de système socio-économique.

2 - Diversification socio-économique et contrastes spatiaux

Référées à un modèle normatif d'aménagement et engagées *a priori* dans un processus de convergence, les trajectoires de diversification socio-économique des régions rurales centre-européennes dessinent en fait une nouvelle trame territoriale au sein de laquelle s'affirment les contrastes spatiaux. Le recours à l'outil statistique est ici utile pour préciser et caractériser les évolutions en cours. Il pointe la situation de la diversification socio-économique à une période charnière de la transformation post-socialiste, une décennie après l'introduction de l'économie de marché, et à l'exception des nouveaux Länder allemands[7], au seuil de l'intégration dans l'Union européenne. Les indicateurs statistiques ont été retenus pour mesurer la mobilité de la main d'œuvre entre les secteurs de l'économie (taux d'actifs dans le secteur secondaire et dans le secteur tertiaire, part des exploitations agricoles non marchandes). Ils proposent également d'évaluer l'investissement des populations rurales dans la recherche de nouvelles ressources, en particulier dans le développement des activités touristiques (intensité touristique par nombre de nuitées) et dans le choix de modèles agricoles alternatifs (part des exploitations agricoles biologiques dans le total des exploitations). La lecture des résultats semble opposer deux types de trajectoires : le premier est manifeste d'un processus d'intégration territoriale fondé sur la valorisation de ressources économiques nouvelles ou traditionnelles de l'espace rural ; il se traduit concrètement par la création ou la reconversion d'activités, l'apparition de nouvelles formes spatiales ou la transformation des formes anciennes ; il produit un effet d'entraînement sur l'économie locale susceptible d'infléchir les dynamiques démographiques négatives, comme l'émigration et le vieillissement. Cette dynamique est sensible dans un certain nombre de régions rurales, même si les formes et le niveau de cette intégration sont différenciés. Elle s'oppose en revanche à des phénomènes marqués de faible intégration ou de marginalisation socio-économique qui s'exprime par le repli des populations locales sur une économie sinon de subsistance, du moins de dépendance.

7. Dès 1990 en effet, les nouveaux Länder allemands ont fait partie de l'Union européenne (qui est encore à l'époque la Communauté Économique Européenne) en tant que régions de l'Allemagne réunifiée.

L'intégration par le développement touristique… et la tertiarisation par défaut

La fréquentation touristique des campagnes n'est pas un fait nouveau. Mais, l'intégration socio-économique des espaces ruraux par le développement touristique se lit dans l'augmentation de la capacité d'hébergement, la rénovation des infrastructures hôtelières et la multiplication des chambres d'hôtes. Elle va de pair avec l'amélioration des infrastructures de communication et la diversification de l'offre de produits touristiques. Elle s'appuie sur une économie de services, qu'elle contribue dans le même temps à dynamiser, dans le secteur marchand en particulier. Au début des années 2000, les activités touristiques en Europe centrale se structurent autour de quelques pôles de forte fréquentation, mais continuent d'ignorer de vastes espaces, tandis que les phénomènes de diffusion restent limités au-delà des zones traditionnelles de séjour (cf. carte n° 19). Les régions littorales et insulaires de la Baltique bénéficient d'une attractivité ancienne. De la baie du Mecklembourg jusqu'à celle de Danzig, en passant par les îles du Golfe de Poméranie, les scores de fréquentation sont élevés et dépassent par exemple 50 000 nuitées annuelles sur l'île de Rügen et dans la région de Stralsund en Allemagne, ou dans le *powiat* de Kolobrzeg en Pologne. Les moyennes de fréquentation s'atténuent cependant assez brutalement vers les régions les plus orientales, au-delà de la baie de Danzig et sur le littoral balte. En outre, l'impact du tourisme balnéaire sur les régions rurales se mesure surtout à la réorganisation des agricultures pour l'approvisionnement des stations. L'évolution des modes de consommation de la clientèle dans le choix des hébergements et le niveau de fréquentation suscitent également la conversion partielle des économies villageoises dans les activités d'accueil et de loisirs, mais la multiplication des chambres d'hôtes concerne surtout les villages situés à proximité des stations. Il en est de même des pôles touristiques traditionnels des régions lacustres. La fréquentation est un peu moins intense que dans les régions littorales (environ 30 000 nuitées annuelles), mais elle a des effets comparables sur le tissu socio-économique en milieu rural à ceux des régions touristiques de type balnéaire, comme sur les rives du lac Balaton en Hongrie, le long desquelles s'égrènent des stations anciennes et déjà très fréquentées pendant la période socialiste (Sofiok sur la rive méridionale ou Balatonfüred au nord). En Poméranie et en Mazurie, les formes de l'activité touristique sont moins concentrées et semblent se diffuser plus largement autour des sites remarquables, à la faveur de la multiplication des activités d'accueil, d'hébergement et de restauration. Ce modèle de diffusion caractérise également les régions de moyenne montagne, constituées d'une part par un ensemble de massifs hercyniens, et d'autre part par une partie de l'arc des Carpates. Il s'agit également de régions touristiques traditionnelles où les séjours sont motivés tout d'abord par le thermalisme dont la pratique est très ancienne, puis plus récemment par les équipements de sports d'hiver. Les stations de cure se dispersent dans les montagnes cristallines à la faveur de la localisation des sources d'eau chaude liées au volcanisme comme Marienbad ou Carlsbad en Bohême, ou les stations polonaises des Sudètes dans les Monts des Géants. Malgré la modestie des altitudes dans les massifs hercyniens, la continentalité du climat a favorisé l'implantation de stations de sports d'hiver comme dans la Forêt de Thuringe, dont la fréquentation ne semble pourtant pas moins importante que dans les stations des massifs alpins des Carpates polonaises et slovaques situés beaucoup plus à l'est (Beskides et Grande Tatras). Le changement des modes de consommation des clientèles offre par ailleurs de nouvelles opportunités dans le développement du tourisme vert. Les espaces ruraux de montagne deviennent alors attractifs pour l'esthétique de leurs paysages agraires, le pittoresque de certains de leurs sites naturels, et pour la pratique des activités de plein air (randonnées pédestres, cyclistes, équestres, sports en eau vive, etc.). Ces motivations et ces consommations nouvelles intéressent en particulier les massifs hercyniens occidentaux, comme la Forêt de Bohême, les Monts métallifères ou le Harz, mais aussi les collines boisées et les plaines marécageuses du Brandebourg (Basse-Lusace et Forêt de la Spree).

La polarisation de la fréquentation touristique fait apparaître des contrastes spatiaux tranchés qui soulignent la marginalisation de vastes régions rurales situées dans la partie orientale de la zone d'étude, en Hongrie et en République tchèque tout d'abord, mais surtout en Pologne et en Lituanie (cf. carte n° 19). Le développement de l'activité touristique dépend de la proximité des clientèles et la fréquentation ne se diffuse que modestement à partir des pôles urbains nationaux, tandis qu'elle s'amplifie au fur et à mesure que l'on se rapproche des frontières avec les pays d'Europe occidentale. Les flux touristiques sur la Baltique, mais plus encore dans la Forêt de Bohême ou dans les Sudètes, et en Transdanubie hongroise sont pour une bonne part alimentés par les clientèles allemandes et autrichiennes. La distribution inégale de la fréquentation touristique illustre ainsi les ambiguïtés de la

tertiarisation des économies rurales. La progression de la part des actifs du secteur tertiaire participe du profond changement économique engagé par la transformation systémique (cf. carte n° 20). Il se manifeste en particulier par la déconcentration du secteur et par la formation d'un vaste ensemble d'activités de services marchands et non marchands très diversifiées. Mais, cette tertiarisation des activités économiques en milieu rural est très différente des formes que peut prendre le processus dans les grandes villes, et en particulier dans les métropoles, où se concentrent les activités du tertiaire supérieur, les services bancaires et financiers, les services de formation et de santé de haut niveau, et les services aux entreprises. Dans les espaces ruraux, l'importance croissante de l'emploi tertiaire peut traduire au contraire le gonflement relatif des activités de service à faible qualification et à faible niveau d'innovation, en l'absence de possibilités d'emploi dans les secteurs productifs agricoles et industriels. Dans de nombreuses régions rurales en effet, cette « tertiarisation par défaut » semble liée en premier lieu au fait urbain, ou plutôt à l'étalement périurbain qui caractérise la plupart des agglomérations, au premier rang desquelles les capitales nationales et les centres économiques régionaux. Par ailleurs, la progression à un niveau élevé des emplois tertiaires de substitution peut être le corollaire de la « désagrarisation » accélérée des économies rurales et du délestage brutal de main d'œuvre agricole. La situation caractérise en particulier les campagnes de l'Allemagne orientale, et plus globalement toutes les régions où le taux d'activité dans l'agriculture s'est effondré rapidement, sauf en Bohême où, contrairement à l'Allemagne, la désindustrialisation a été moins radicale, et où la persistance du tissu industriel a maintenu les opportunités d'emploi et de double activité. Enfin, dans certains pays comme en Slovaquie en particulier, les politiques de services publics maintiennent, en l'absence d'alternative, une forte emprise de l'État sur l'économie locale, en assurant le financement de toute une série d'emplois administratifs et de services de base.

La multiplication et la localisation des activités tertiaires dans les espaces ruraux centre-européens sont donc en grande partie *induites* par la transformation des structures économiques nationales et les impulsions économiques des pôles urbains. Cependant, elles ne participent pas véritablement à la transformation de la base économique des régions rurales, dans la mesure où la distribution des activités et des emplois de services reste fortement liée à la proximité et à la mobilité des clientèles[8]. Le tourisme rural se trouve cependant dans une situation intermédiaire. La valorisation de ressources touristiques nouvelles s'inscrit en effet dans une logique d'affranchissement à l'égard de la fréquentation induite par les pôles émetteurs de clientèle. Elle se fonde sur l'invention d'une attractivité nouvelle susceptible de modifier la structure de l'économie locale et la distribution spatiale des activités motrices. Mais elle se place dans le même temps dans un espace concurrentiel élargi et largement polarisé par les sites et les régions touristiques traditionnelles. L'invention de nouveaux produits touristiques en milieu rural renvoie alors aux formes et aux stratégies du développement local.

Les réserves de « nature »… et les inerties du développement local

Le paradoxe est que les politiques contemporaines d'aménagement rural formulent l'attractivité et la spécificité du rural dans l'invention d'une fonction de « nature ». Toute une partie de la prospective territoriale affecte en effet aux espaces ruraux une fonction de conservatoire des milieux naturels et plus largement d'entretien des paysages ruraux qui se matérialise par le tracé de périmètres de protection, dont les parcs nationaux et les réserves de biosphère labellisées par le programme *Man and Biosphere* de l'UNESCO, en sont les formes les plus exigeantes et les plus abouties. L'existence de parcs naturels en Europe centrale relève d'une sensibilisation des élites intellectuelles et scientifiques aux « monuments de la nature », et d'une dynamique de création de zones protégées qui s'affirme à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle. Les premiers parcs polonais sont créés dans les années 1930 comme le parc de la Forêt de Białowieza dans l'est du pays ou celui de Pieninski dans les Beskides. L'idée de protection de la nature n'est pas restée étrangère au système socialiste, mais s'est restreinte presque exclusivement à la constitution d'objets d'observation scientifique. C'est ainsi que la RDA, sans instituer de parcs nationaux à proprement parler, a multiplié dans les années

8. Cf. les travaux de Pascal Chevalier, *Dynamiques tertiaires de l'espace rural*, Presses Universitaires de Montpellier, Montpellier, 2002, 353 p.

1970 et 1980 les zones de protection de la nature et du paysage dans les régions de moyenne montagne, les zones lacustres et marécageuses, les collines sablonneuses et les vallées inondables. À la même époque, la Hongrie fonde ses deux principaux parcs nationaux : l'Hortobagy en 1972 dans les steppes orientales du pays, et le Kiskunság en 1975 sur l'interfluve Danube-Tisza. Mais, depuis 1990 et le changement de système, la création et la gestion des parcs nationaux et plus globalement des zones protégées, ont pris une autre dimension. Le mode contemporain d'administration et de gestion dépasse la stricte préoccupation scientifique. Il intègre l'environnement et la protection de la nature dans les politiques d'aménagement rural, et valorise les périmètres de protection à la fois comme outils et comme ressources du développement local[9]. C'est dans cette logique et dans la perspective d'une intégration au réseau européen des zones de protection, que depuis cette date les cahiers des charges ou les chartes de développement ont été reformulés et que de nouveaux parcs naturels ont été créés. Ces derniers s'étendent dans des régions aux formes de relief moins spectaculaires ou moins pittoresques. Ils caractérisent également des espaces relativement plus peuplés, bien que restant de faible densité, où les contraintes du milieu ont donné naissance à des formes originales d'occupation humaine, que les chartes de parc reconnaissent aujourd'hui comme exemplaires des relations de l'homme avec l'environnement. Le parc de Biebrza, créé en 1996 dans le nord-est de la Pologne, s'étend ainsi sur 55 000 ha dans une région de tourbières. Depuis 2001, le parc de Ujscie Warty circonscrit sur 8000 ha les paysages et les milieux de la confluence de la Warthe et de l'Oder à la frontière germano-polonaise. En Lituanie, le premier parc national a été créé en 1974 dans les collines baltiques (parc d'Aukštaitija), mais l'intention et la démarche de protection se sont réellement inscrites dans le contexte de l'indépendance politique recouvrée. La reconnaissance des formes paysagères et du patrimoine bâti dans les différentes régions ethnographiques du pays était aussi alors un acte politique. Le programme de protection a été porté par une conscience écologique qui s'est forgée dans la résistance à l'occupation soviétique et dans la dénonciation des atteintes à l'environnement dues aux interventions économiques du « grand frère ». Il a donné naissance à 3 parcs principaux respectivement localisés sur le cordon littoral de Kuršių (26 300 ha), dans les collines morainiques de Samogitie (21 700 ha), et dans la plaine sableuse de Dainava (55 900 ha).

L'action publique dans la conservation des milieux et la préservation des paysages, et donc dans l'invention d'une fonction de « nature » des espaces ruraux, revêt une double dimension politique et culturelle. Elle contribue d'une part à la définition d'une identité régionale fondée sur les caractères des lieux et les attributs du paysage ; elle individualise des unités spatiales, rurales en l'occurrence, qui se démarquent les unes des autres. Elle matérialise d'autre part, à travers le paysage justement et par l'inventaire de ses traits particuliers, les relations de la société avec son environnement[10]. De ce fait, la plupart des chartes d'aménagement prescrivent, dans le cadre d'un zonage spatial plus ou moins strict, la distribution et l'adaptation des activités humaines en fonction des objectifs de protection et de conservation. Cela concerne en particulier les activités productives, au premier rang desquelles l'agriculture, qui par les surfaces qu'elle occupe, joue un rôle décisif dans la dynamique paysagère. Les aides publiques soutiennent alors la conversion des systèmes de production, l'extensification des cultures et le pastoralisme. Elles favorisent la diffusion de modèles alternatifs en agriculture, que l'on pourrait qualifier de manière générique de modèle agri-environnemental. Mais, cette double intention s'inscrit dans une démarche exogène qui, parce qu'elle promeut un outil d'aménagement et une ressource de développement, exige l'implication des sociétés locales. Elle sollicite les acteurs locaux en leur demandant de modifier leur rapport au territoire local et de mettre en œuvre des objectifs de gestion territoriale pré-définis selon des normes dérogatoires, et perçus comme une contrainte supplémentaire dans le contexte de la transformation systémique. Elle impose finalement une territorialité exogène et étalonnée sur un objectif de protection de la nature, à une territorialité endogène, fondée sur des pratiques agraires et fragilisée par les changements socio-économiques brutaux de la collectivisation et de la décollectivisation. Les finages villageois traditionnels ont en effet été profondément transformés par la refonte des structures d'exploitation agricole et la redistribution spatiale des activités productives pendant la période socialiste. En tant qu'outil

9. Samuel Depraz, « Les Parcs naturels en Hongrie, protection de la nature et développement local », in *Le Courrier des pays de l'Est,* n° 1035, 2003, p. 71-79, et « Le Concept d'*Akzeptanz* et son utilité en géographie sociale : exemple de l'acceptation sociale des parcs nationaux allemands », in *L'Espace géographique*, vol. 34 n° 1, 2005, p. 1-16.
10. Cf. Robert Delort, François Walter, *Histoire de l'environnement européen*, PUF, Paris, 2001, 350 p.

d'aménagement, les parcs naturels modifient à leur tour les structures de l'organisation territoriale. Ils superposent un périmètre d'aménagement au maillage politico-administratif qui a lui-même fait l'objet de réformes profondes depuis 1990. L'administration du parc introduit par ailleurs un niveau de décision et d'intervention externe qui prévaut sur les prérogatives communales récemment restaurées par la reconnaissance politique de l'autonomie locale. Les chartes orientent ensuite les systèmes et les modes de cultures, comme elles commandent la distribution des activités de production et la diffusion du bâti, en fonction du zonage interne et des objectifs de protection. Elles programment enfin la diffusion d'activités nouvelles en ouvrant le périmètre protégé à la fréquentation touristique : les portes d'entrée, les parkings, les sentiers de randonnées et de découverte, les lieux d'hébergement et d'approvisionnement se distribuent au sein du périmètre d'aménagement selon une logique réelle d'intégration territoriale, mais qui est le plus souvent une forme d'intégration extravertie, car elle tend à s'affirmer en décalage et au détriment des centralités villageoises et des lieux de recours habituels des populations locales.

La diffusion de la pratique de l'agriculture biologique apparaît comme un indicateur assez significatif des contradictions et des ambiguïtés de l'aménagement et de l'action publique dans ce domaine. Elle exprime tout d'abord l'un des processus d'adaptation du secteur agricole et caractérise principalement les régions défavorisées par la médiocrité de la rente naturelle. Elle est ici un facteur d'innovation agricole et d'intégration économique, dans la mesure où elle développe une filière alternative à l'agriculture traditionnelle, qui s'affranchit en partie de la logique de sélection structurelle des exploitations agricoles opérée par la pression du marché, les réformes successives de la politique agricole commune et la diminution des prix garantis. La progression du nombre des exploitations biologiques compte ensuite parmi les indicateurs qui permettent de mesurer l'implication des sociétés locales dans les projets d'aménagement portés par les parcs naturels. Depuis 15 ans et surtout depuis les années 2000, les superficies consacrées à l'agriculture biologique ont tendance à progresser partout. Elles sont encore modestes en Pologne (167 000 ha, soit 1 % de la SAU et 7200 exploitations recensées en 2005 surtout dans le quart sud-est du pays) et en Slovaquie (60 000 ha en 2001, soit 2,5 % de la SAU sous le contrôle de 90 exploitations). Les conversions sont parfois spectaculaires comme en Lituanie (69 400 ha en 2005 soit 2,6 % de la SAU et 102 000 ha en 2006, soit 4 % de la SAU). Elles sont surtout plus significatives, en superficies comme en nombre d'exploitations, en Hongrie (217 000 soit 3,7 % de la SAU et 3300 exploitations concernées dès 2001), en République tchèque (254 000 ha, soit 5,97 % de la SAU, et 810 exploitations en 2005), et surtout en Allemagne orientale (5,5 millions d'ha et 30 000 en 2003, soit 6,43 % de la SAU)[11], révélant une dichotomie spatiale très nette dans la diffusion de cette innovation agricole. Il est certain que les législations nationales ont un impact considérable sur la décision des producteurs concernant les chartes de certification, l'organisation des filières de production et de commercialisation, ainsi que l'accès à l'information et au crédit. Les dispositifs sont encore diversement aboutis, même si l'intégration européenne va dans le sens de leur harmonisation. La distribution géographique des exploitations biologiques rend compte sans doute également de l'effet de label des parcs naturels et de zones protégées, comme dans la Forêt de Bohême en République tchèque, dans les Carpates slovaques, ou plus encore dans la régions de Müritz au cœur des croupes lacustres du Mecklembourg, où l'on recense la part la plus importante d'exploitations converties (plus de 22 %). Mais cet effet est à peine perceptible en Hongrie, en Pologne et en Lituanie, où la part des exploitations biologiques ne progresse effectivement que dans les auréoles périurbaines des capitales et des grandes villes. L'organisation de la filière dépend donc fortement de la proximité et du pouvoir d'achat des clientèles, et se structure surtout autour des pôles et des marchés urbains, et de manière saisonnière autour des régions touristiques fréquentées par ces mêmes clientèles. Il est manifeste que de plus en plus d'agriculteurs des couronnes maraîchères périurbaines convertissent leur système de production et s'intègrent aux filières de valorisation et de commercialisation du secteur. Mais l'extension des superficies converties s'affirme aussi, notamment en Allemagne orientale et en République tchèque, comme l'une des formes d'adaptation au marché des exploitations sociétaires qui ont pris la succession juridique des coopératives socialistes. La taille des structures d'exploitation favorise les économies d'échelle dans des régions où la médiocrité de la rente naturelle n'assure pas ou mal la rentabilité de l'investissement dans l'agriculture conventionnelle et intensive. C'est le cas du secteur

11. Les données sur l'agriculture biologique sont issues des recensements nationaux.

laitier en particulier. Cette stratégie de production présente cependant une réelle ambiguïté au regard du développement local. Elle participe et bénéficie à la fois de la démarche de labellisation portée par les projets de parcs naturels. Elle suppose l'implication des producteurs dans des réseaux locaux de compétences et d'initiatives économiques. Mais dans le même temps, l'organisation de la filière tend vers une logique de fonctionnement extra-territoriale, en raison de la concentration des structures de transformation agroalimentaire et de la localisation des clientèles. En d'autres termes, la production biologique n'identifie pas nécessairement le territoire local. Elle valorise certes une ressource rurale, en l'occurrence une ressource traditionnelle – des denrées alimentaires –, à destination d'un marché dynamique mais fortement polarisé par le potentiel de clientèle. Elle est sans conteste une forme d'intégration socio-économique des espaces ruraux, mais elle n'induit pas automatiquement le développement local qui suppose une démarche globale de projet et d'aménagement, comme l'attestent par exemple certaines initiatives communales et plus généralement intercommunales en faveur de la création de zones d'activités écologiques comprenant des commerces d'alimentation, des entreprises d'artisanat, de la petite industrie spécialisée dans les matériaux de construction, etc. Dans le cadre de projets de développement local, la diffusion de l'agriculture biologique contribue alors à l'esquisse de territoires ruraux du « développement durable » de type Agenda 21. La diversification des activités rurales par la filière biologique se présente donc comme une forme d'intégration territoriale. Elle est certes liée à l'extension des réserves de « nature », mais ne s'affirme véritablement que grâce à la mobilisation d'un réseau d'acteurs locaux dans un projet de développement.

La fragile reconstitution des districts industriels… et l'avenir incertain des campagnes ouvrières

Les politiques d'aménagement rural tendent à valoriser le développement touristique comme trajectoire privilégiée de diversification économique des régions rurales. Les activités industrielles font pourtant partie intégrante de la structure économique des espaces ruraux, et ce depuis une époque ancienne. Localisées sur les sites d'extraction de matières premières ou à proximité des routes commerciales, les activités proto-industrielles remontent au Moyen Âge, mais s'affirment véritablement dans le courant du XVIIe siècle à la faveur de la formation dans les sociétés rurales d'un groupe de marchands-fabricants issus de la paysannerie aisée. L'initiative et l'investissement d'origine paysanne dans des ateliers de manufacture ont bénéficié de la monétarisation de l'économie rurale. Les mécanismes de différenciation sociale au sein de la paysannerie a joué par ailleurs un rôle important en dégageant un véritable potentiel de main d'œuvre dans le groupe de petits exploitants. La proto-industrie procède dans le même temps de la montée de l'individualisme agraire qui a été favorisée par le déclin précoce du régime seigneurial dans les régions d'agriculture paysanne[12]. Ainsi, dans la montagne hercynienne, froide et humide, mais densément peuplée, des patrons d'origine paysanne et souvent de conviction piétiste ont compensé la médiocrité des ressources agricoles par l'exploitation de gisements de minerais et le travail à façons (métallurgie, tissage, industrie du verre et du bois). Reliés aux grandes routes commerciales de piémont, comme la route du Hellweg qui courait des Flandres à la Silésie sur le piémont des massifs anciens, les foyers de proto-industrie se sont dispersés dans la toute la moyenne montagne : Forêt de Thuringe, Monts métallifères, Sudètes, Forêt de Bohême.

Ces régions de montagne ont conservé aujourd'hui des taux élevés d'actifs dans le secteur secondaire (plus de 40 %), très souvent supérieurs aux moyennes nationales. En outre, la part de la main d'œuvre industrielle a progressé à partir des années 1950 et 1960 dans des régions rurales situées en dehors des foyers traditionnels de proto-industrie, et qui se distinguent également aujourd'hui par l'importance des actifs industriels en milieu rural (région de Szczecin dans le Golfe de Poméranie, Basse Silésie dans la région de Wrocław, partie méridionale du Plateau de Petite Pologne près de Katowice, ou encore collines de Moravie dans le sud-est de la République tchèque) (cf. carte n° 21). Le maintien de l'activité industrielle et l'éventuelle mobilité de la main d'œuvre vers le secteur secondaire dans les régions rurales interrogent le processus d'intégration territoriale. La reconstitution de « districts industriels » participe, dans le contexte de la transformation systémique, à la diversification des structures économiques de l'espace rural. L'industrie diffuse se localise dans les

12. Michel Hau, *Histoire économique de l'Allemagne XIX-XXe siècle*, Economica, Paris, 1994, 365 p.

petites villes et dans les bourgs. Elle produit de la richesse et de l'emploi, et s'intègre dans les circuits économiques nationaux et internationaux. Cependant, nombreuses sont les « campagnes ouvrières » qui demeurent dépendantes des complexes industriels fondés à l'époque socialiste et en profonde restructuration depuis quinze ans.

La reconstitution des districts industriels s'effectue dans le contexte difficile de la désindustrialisation des économies nationales et la mutation du système de production industrielle. Les foyers traditionnels de proto-industrie ont été gravement touchés par la privatisation et la restructuration des combinats socialistes qui ont entraîné la fermeture de nombreuses unités de production et la diminution brutale de l'emploi industriel. En Thuringe par exemple, les opérations de restructuration ont sacrifié les verreries d'Ilmenau, ainsi que la filière de la potasse dans la vallée de la Werra. La déconcentration des combinats socialistes n'a pourtant pas fait partout place au désert industriel. La disponibilité de la main d'œuvre et la tradition manufacturière ont favorisé le réinvestissement dans un tissu de petites et moyennes entreprises, d'autant que les politiques industrielles ont changé assez rapidement d'orientation dans le courant des années 1990 en mettant en place des dispositifs de soutien et en octroyant des subventions et des mesures de défiscalisation, désormais relayées par la politique des fonds structurels de l'Union européenne. L'investissement se dirige plutôt vers les branches traditionnelles du textile, de l'agroalimentaire, du travail du bois et de la mécanique de précision, et ne développe des branches nouvelles, comme la plasturgie ou la métallurgie que dans une logique de sous-traitance. Dans le district de Plungé en Lituanie, l'investissement étranger s'est concentré sur une petite région industrielle des collines morainiques de Zemaiciu, située sur l'un des axes principaux de circulation reliant la région portuaire de Klaipeda à la capitale Vilnius. Dans le Vogtland saxon, l'investissement ouest-allemand a redynamisé les productions textiles destinées à la production automobile. Dans la haute vallée de l'Elbe, région de tradition horlogère, les aides à l'investissement ont permis la reconstitution progressive d'un district industriel spécialisé dans la mécanique de précision. Partout cependant, le maintien des industries diffuses s'est effectué au prix d'un douloureux délestage de main d'œuvre et d'une relocalisation sélective des unités de production, qui a laissé derrière elle de vastes espaces de friche. En outre, la reconstitution des districts industriels demeure fragile en raison de leur dépendance à l'égard des investissements externes qui tendent à spécialiser les régions rurales dans des activités de sous-traitance. Néanmoins, le maintien de l'activité industrielle soulage la pression sur le marché de l'emploi et atténue le chômage rural par les possibilités de double activité. La situation de dépendance économique s'accuse davantage encore dans les régions rurales dépourvues de véritable tradition proto-industrielle. Les campagnes ouvrières du socialisme présentent un taux élevé d'activité de la population rurale dans le secteur industriel, mais semblent aujourd'hui en sursis. La distribution des emplois dépend en effet des aléas de la restructuration et de l'adaptation des grands complexes industriels spécialisés dans l'extraction minière, la métallurgie, ou la chimie. L'emploi industriel permet une relative mobilité de la main d'œuvre, mais n'atténue pas nécessairement le chômage rural, qui se maintient à des niveaux élevés, en particulier en Silésie, dans les Monts métallifères slovaques, et dans le nord de la Hongrie. Si la reconstitution même fragile des districts industriels s'inscrit dans un processus vertueux de diversification socio-économique des régions rurales, la diversité de la structure de l'emploi dans les campagnes ouvrières rend l'avenir économique incertain dans de nombreuses régions aux fonctions de réservoir de main d'œuvre.

3 - Un rural post-socialiste diversifié ?

Les territoires ruraux post-socialistes d'Europe centrale sont soumis depuis 15 ans à de profonds changements structurels. La transformation systémique de 1990 a engagé un processus d'adaptation socio-économique qui tend à accentuer les contrastes spatiaux sous l'influence de trois facteurs principaux. Les États ont progressivement formulé, puis mis en œuvre des politiques « rurales », dont les dispositifs fondamentaux ont orienté le processus de sortie de crise par la diversification des activités économiques et le développement des activités non agricoles. Référées au modèle ouest-européen d'aménagement rural, elles ont déterminé et encadré des trajectoires de diversification *a priori* convergentes, fondées sur le renouvellement des fonctions spatiales du rural par la valorisation de ressources économiques nouvelles. Les évolutions socio-économiques en cours dessinent cependant

des trajectoires différenciées, qui dépendent autant de l'héritage des structures spatiales de l'époque socialiste et des époques antérieures, que des formes contemporaines de l'implication des sociétés locales dans le processus de transformation.

L'analyse statistique multivariée apporte un éclairage synthétique sur le jeu de ces trois facteurs, et permet de dresser une typologie des trajectoires de diversification socio-économique, et de caractériser les formes de la structuration territoriale en cours dans les espaces ruraux centre-européens (cf. cartes n° 22, 23 et 24).

- Les contrastes spatiaux issus du processus d'adaptation confirment tout d'abord des « trajectoires de spécialisation fonctionnelle » qui se greffent sur des structures et des activités héritées des périodes antérieures et des systèmes socio-économiques précédents. Le développement actuel du tourisme procède en effet dans pratiquement toutes les régions concernées d'une évolution économique et d'une structuration territoriale qui précèdent la transformation systémique de 1990 (Hongrie type 5, République tchèque type 3, Allemagne type 4, Pologne type 2, Lituanie type 2). L'ouverture et la privatisation de l'économie ne font aujourd'hui qu'amplifier le volume des flux de fréquentation sur des espaces ruraux déjà transformés par une activité extravertie et dépendante des pôles émetteurs de clientèle.

La même trajectoire de spécialisation caractérise les campagnes ouvrières nées de l'implantation des grands complexes industriels à l'époque socialiste. La structure territoriale héritée perdure ici en maintenant la dépendance socio-économique de la main d'œuvre rurale à l'égard d'une activité qui demeure fondamentalement extravertie. La reconstitution des districts industriels s'inscrit souvent dans une logique comparable de spécialisation économique et de dépendance sociale, quand les formes de l'investissement la réduisent à la formation de zones de sous-traitance industrielle. Toutes les campagnes industrielles de la zone d'étude semblent porter cette ambivalence (Hongrie type 3, Rép. tchèque type 1, Allemagne type 2, Pologne type 5, Lituanie type 4).

- Il est vrai cependant que la transformation du tissu des petites et moyennes entreprises et l'adaptation des branches de production peut participer dans le cas des districts industriels à une dynamique réelle de diversification des activités rurales. Des « trajectoires de diversification » se fixent alors ponctuellement sur des régions où les indicateurs expriment l'émergence d'une pluriactivité ou d'une multifonctionalité rurale (Hongrie type 2, Rép. tchèque type 4, Allemagne type 3, Pologne type 3, Lituanie type 5). Les formes structurelles en sont apparemment plurielles. Dans des régions aux niveaux de densité variables, le changement fonctionnel introduit une diversification sans exclusive qui s'appuie sur un assemblage d'activités diverses en partie héritées et qui bénéficie d'investissements exogènes relayés par des initiatives endogènes, susceptibles de ralentir les processus récessifs de déprise économique et de dépeuplement. Mais dans la plupart des régions rurales, les trajectoires de diversification se limitent à la tertiarisation des économies locales. En effet, la mobilité sectorielle de la main d'œuvre est favorisée par les effets induits de l'extension résidentielle dans les régions sous influence urbaine, ou s'opère par défaut en raison de la multiplication des emplois du tertiaire d'accompagnement ou de substitution dans les régions de faible densité et sous faible influence urbaine (Hongrie type 4, Rép. tchèque type 2, Allemagne type 1, Pologne type 4, Lituanie type 3).

- Enfin de vastes régions rurales semblent ignorées par les dynamiques d'intégration socio-économique en cours, que ce soit par la spécialisation ou la diversification des fonctions spatiales. L'inertie des fonctions spatiales et l'absence de projet local accentuent la marginalisation de territoires dévitalisés et en attente de projet (Hongrie type 1, Rép. tchèque type 5, Allemagne type 5, Pologne type 1, Lituanie type 1).

Si les rives du Lac Balaton en Hongrie et le littoral de la Baltique de l'Allemagne à la Lituanie, présentent au regard du processus de spécialisation touristique, des formes territoriales et des structures économiques comparables, de nombreux décalages restent perceptibles concernant le niveau de fréquentation des clientèles, comme les retombées sur l'économie locale en termes de revenus et de conversion de l'activité et de l'emploi. Des effets de contextes nationaux et régionaux pèsent donc sur l'ensemble des dynamiques en cours, et en particulier sur l'émergence des formes nouvelles de pluriactivité ou de multifonctionalité rurale. Les contrastes de densité et de niveau de vie, l'inégale distribution des « aménités » rurales, les caractères différenciés des structures agraires et de leurs évolutions récentes, les pratiques complexes et parfois inabouties de la démocratie locale fondent des héritages territoriaux et des trajectoires régionales qui complexifient les processus en cours

d'adaptation et de structuration territoriale. En évaluant et en précisant la nature des dynamiques socio-économiques contemporaines, la typologie n'ignore ni les contrastes régionaux, ni la variété des situations locales, qui relèvent autant de la diversité des structures territoriales héritées, que du degré et du rythme de la transformation.